Cahier des chirurgiens puis des médecins Saint-Maixent

1) Cahier de doléances des chirurgiens de Saint-Maixent (Deux-Sèvres)

Après avoir entre nous réfléchi sur l'objet de notre assemblée, nous prenons la liberté sous l'autorité que Sa Majesté veut bien nous accorder ¹ faire nos entations² sur ce q³ ⁴ jugerons avantageux pour le bien de l'État.

1° Nous observons que la corvée est une charge qui tombe sur les malheureux cultivateurs, gens si utiles à l'État, qui sont déjà accablés par les autres impositions et sur d'autres particuliers, pères de famille, dont la fortune est des plus médiocre, ce sont eux qui supportent cette imposition quoi qu'ils ne tirent pas beaucoup d'avantages des grandes routes ; pourquoi messieurs du clergé et de la noblesse qui possèdent dans le pays la majeure partie des fonds sont-ils exempts de cet impôt, étant d'ailleurs ceux à qui les grandes routes sont nécessaires pour leurs voitures et le transport de leurs denrées, de manière que nous désirons que cette imposition soit à l'avenir répartie tant sur messieurs du clergé et de la noblesse que sur le Tiers état, le tout proportionnellement aux fonds que chacun possède ; nous espérons que ces messieurs seront les premiers à offrir à se soumettre à cette imposition pour manifester par la leur, l'humanité et leur bonne intention à soulager le malheureux.

2° On doit s'apercevoir on cette ville que la charge des fournitures dans les casernes, et le logement des ⁵, est toujours supportée par la ⁶ la plus indigente, les cris ⁷ lamentations continuelles des pauvres malheureux qui se trouvent forcés d'abandonner leurs lits et coucher sur le pavé pour le céder à la troupe, font espérer, qu'à l'avenir, cette charge sera supportée par toutes personnes sans distinction, afin d'alléger un poids énorme dont les misérables étaient chargés, quoi qu'ils dussent l'avoir été plus particulièrement par ceux qui possèdent les biens qui ont plus d'intérêts que personne au soulagement de la troupe qui est la sûreté et la conservation de leur propriété ; nous observons de plus qu'il n'y a que certaines villes de la province qui ont la charge du passage des troupes, à cette considération on devrait au moins les décharger des corvées pour être versées sur les autres villes, bourgs, et campagne, qui ne sont pas sujets à ces logements, quoiqu'ils soient mieux à même que notre pauvre ville d'en supporter la charge.

3° Nous observons qu'il est intéressant de réformer des impôts désastreux qui gênent le commerce, tels que les traites et gabelles ; combien ne voit-on pas journellement de pauvres malheureux dont la détresse et la misère force de contrevenir aux lois à cet égard, enlever à la société par des exécutions cruelles qui font horreur à la nature.

4° Il y a encore la régie des aides à laquelle on a donné autant d'articles de perception et qu'on ne peut les développer, ce qui empêche la liber⁸ des propriétaires dans la possesi⁹ ¹⁰ domaines et des denrées ¹¹ produisent ; s'il y eût jamais d'articles à supprimer, on estime que celui ci ne doit pas être

¹ pour
² représentations
³ ue
⁴ nous
⁵ troupes
⁶ classe
⁷ et les
⁸ liberté
⁹ possession
¹⁰ de leurs
¹¹ qu'ils

oublié. Quelle tranquillité par là n'acquerra pas la société qui actuellement est journellement tourmentée pour la perception de ces droits d'aides.

5° Le plus important des droits à réduire est celui du contrôle des actes et de la formule, on ne sait plus aujourd'hui, quelle connaissance qu'aient les praticiens dans ces droits de contrôle, sur quel pied cette perception doit se faire ; à chaque instant il y a une variation des plus grande, non pas à la décharge du peuple, mais au contraire à faire naître de nouveaux droits, augmenter les anciens, en donnant une interprétation aux actes toute différente que les conventions qu'elles contiennent; on est journellement chez les notaires pour y découvrir, par des vérifications de leurs actes, des prétendus droits omis à percevoir, à y prendre des notes des testaments dont ils sont dépositaires pour, sitôt le décès des donateurs, mettre en contrainte ceux en faveur de qui les donations sont faites ; on découvre par là tous les secrets des familles, et tout devient public, ce qui occasionne souvent des divisions, un pareil droit devrait être entièrement supprimé pour la tranquillité de la société, si on ne détermine pas entièrement tout doit-il être réduit à un simp¹² qui ne soit pas une charge aussi considérable qu'elle est actuellement.

6° Nous avons en cette ville des commerçants, marchands, et gens de métier, à qui on fait supporter des taxes d'industrie qui sont faites sur l'imagination de ceux qui les forment, qui souvent de fois et presque toujours ne savent point la force du commerce, ni la fortune de ces particuliers ; une pareille imposition n'est-elle pas cruelle pour ceux qui hasardent toute leur fortune dans leur commerce, où souvent de fois, et particulièrement depuis quelques années que la misère est à son comble, ils souffrent des pertes considérables par des faillites qui ne sont que trop fréquentes, et des circonstances aussi fâcheuses les réduits dans la classe de l'indigence ; un pauvre ouvrier qui n'a que ses bras pour gagner sa vie et celle de sa famille s'il a le malheur d'être seulement huit jours malade, il est sans pain, ces considérations ne doivent pas balancer à supprimer une telle imposition.

7° L'imposition des francs-fiefs doit être sensible à ceux du Tiers état qui sont dans le cas d'en payer, il semblerait que cette classe n'est pas assez élevée pour posséder des biens nobles, c'est une espèce de mépris qu'on fait des roturiers qui sont cependant des sujets utiles qu'on doit traiter avec au¹³ d'égards que ceux des classes les plus élevées, avec d'autant plus de raison qu'un roturier qui ne possède que du bien noble se trouve dans le cas d'être privé de son revenu dans les années où échoit ce droit, de quoi peut-il donc se soutenir, on ne se borne pas seulement à une année de ce revenu, on en exige les dix sols par livre sans avoir égard aux réparations et aux non valeurs, de là, nous désirons la suppression de ce droit.

8° Nous observons encore que presque tous les domaines de nos cantons sont chargés de dîmes, terrages, complants, rachats, banalités et autres charges de cette nature, que tous ces droits sont des contributions qui occasionnent souvent de la négligence dans la culture des objets qui y sont sujets et opèrent journellement la perte des fruits qu'on est forcé de laisser sur le terrain après qu'ils sont séparés du sol pour que le seigneur perçoive son droit; quelle formalité ne faut-il pas observer pour les engager à faire cette perception, combien de procès qui ruinent des familles, ne résultent-il pas de ces droits ? quelle différence si les propriétaires des domaines y sujets en étaient rédîmes ! on s'attacherait davantage à son domaine et on lui donnerait une valeur qui devenant générale fera¹⁴ avantage pour tout le public jugeait pas raisonnable. . . . à qui appartiennent ces droits en supportassent la perte, au moins qu'il soit permis de s'en affranchir en payant l'amortissement du droit sur le pied de sa valeur sans déranger la féodalité qui serait seulement reconnue par un droit très modique.

9° On devrait avoir égard à l'humiliation qu'on a donnée aux roturiers en les privant des places d'officiers dans les corps militaires, si on n'a pas trouvé en eux assez de mérite pour les en priver, elle se trouverait fondée, mais s'il en est du contraire on doit faire revivre l'ancien usage en plaçant les sujets du Tiers état comme ci-devant dans le militaire, on a trop de preuves de leur fidélité pour n'en pas espérer un avantage réel pour la patrie.

10° Comme chirurgiens et attachés à notre état et au soulagement de l'humanité nous désirons une augmentation de revenu à notre hôpital pour donner le secours à une infinité de pauvres dont le

¹² simple

¹³ autant

¹⁴ ferait

nombre se multiplie tous les jours en cette ville dans laquelle la misère est à son comble et de procurer à cet hôpital tous les instruments propres à notre art pour nous être communs dans nos opérations ; cette augmentation de revenu peut facilement s'accorder sans être une ch¹⁵ à l'État ; qu'on remette à notre ¹⁶ ville l'aumône que les abbés et religieux Bénédictins de cette dite ville donnent à l'hôpital de Niort, dont on a privé Saint-Maixent pour la transférer à une ville qui est la plus riche de la province, très en état de donner du soulagement à leurs pauvres, ce qui n'en est pas ainsi de notre malheureuse ville.

11° Nous observons que le Tiers état, tant des villes que des campagnes, est accablé d'impositions qui sont aujourd'hui en nombre; on voit avec douleur la répartition de ces impositions faite avec l'inégalité la plus grande, presque toujours c'est le plus pauvre qui en supporte le plus de poids, parce que son indigence ne lui donne pas la même ressource qu'ont ceux qui ont de la fortune, auprès de ceux qui sont chargés des répartitions; d'ailleurs les charges de l'État ne doivent-elles pas être supportées proportionnellement aux fonds qu'on possède? qui est mieux à même d'acquitter les impositions, si ce n'est celui qui a de la fortune ? de là nous sommes d'avis que toutes les charges et impositions quelconques doivent être supportées tant par le Clergé, la Noblesse, que le Tiers état, au prorata de leurs revenus, ce sera le moyen de ranimer le commerce qui s¹⁷ si utile pour donner des moyens à ¹⁸ majeure partie des citoyens de ga¹⁹ leur vie ; on doit s'être aperçu ²⁰ ville que depuis le relâchement du commerce, la misère n'est que trop grande et se multiplie journellement.

12° Un moyen pour adoucir les impositions qui sont multipliées à un nombre infini, ce qui donne lieu à employer une foule de sujets pour la perception de ces impositions et qui en retiennent par leurs mains des sommes considérables pour leurs appointements, il serait à propos de supprimer cette foule de sortes d'impositions, et en réserver une seule ou du moins un très petit nombre ²¹ ne seraient pas à beaucoup près si dispendieuses pour en faire le recouvrement et il ne manquera pas de sujets qui seront charmés d'avoir des places pour des sommes modiques, et par là on trouverait un avantage considérable ; qu'on observe que cette ville qui est une des plus petite de la province, il en coûte au moins vingt-cinq mille livres pour les droits de recouvrement; qu'on fasse le calcul au prorata dans l'étendue du royaume, quelle somme cela ne produira-t-il pas, elle sera à même cette somme innombrable de tenir lieu de différents articles d'impositions, et d'ailleurs si cela est adopté comme on a lieu de l'espérer, cela rendra le recouvrement beaucoup plus facile et moins fatigant qu'il l'est actuellement parce qu'il n'y a personne qui puisse se flatter de connaître tous les droits et qui ne soit même exposé par défaut de connaissance, à se voir tous les jours menacé de procès-verbaux, d'amendes, et même de peines afflictives, pour le manquement de payer des impôts que souvent on ne connaît pas, n'étant pas les mêmes en différentes provinces.

13° Il est aussi nécessaire de simplifier les procédures qui souvent de fois ne sont remplies que de choses étrangères à la matière qu'on traite, et que premier d'en venir aux sièges royaux il n'y eût qu'un degré de juridiction qui serait celle dans laquelle résident les plaideurs qui de là viendraient directement au siège royal sans être obligés de passer par d'autres degrés de juridiction.

14° Enfin nous sommes d'avis que notre province soit remise en États provinciaux afin qu'elle ait la liberté de se régir elle-même, ce qui serait plus avantageux pour elle par la connaissance que ceux qui formeront ces états ont des fonds et des fortunes de la province, par là ils seront à même de distribuer avec justice les charges qu'elle sera dans le cas de supporter, et cette formation, doit être composée moitié par le Clergé et la Noblesse, l'autre moitié par le Tiers état.

Fait et arrêté dans notre dite chambre commune ce jourd'hui vingt-six février mil sept cent quatre-vingt-neuf et nous sommes soussignés.

¹⁵ charge

¹⁶ pauvre

¹⁷ serait

¹⁸ la

¹⁹ gagner

²⁰ dans cette

²¹ lesquelles

2) Cahier de doléances des médecins de Saint-Maixent (Deux-Sèvres)

Médecins de l'université de Montpellier

Nous soussignés, docteurs en médecine de l'Université de Montpellier, doyens des médecins, et médecins de Monseigneur le Comte d'Artois et médecins des pauvres de la charité, réunis, avons observé relativement aux ordonnances, ce qui suit :

Le corps assemblé observe et est d'avis que dans chaque paroisse on établisse un bureau de charité, ce qui serait d'autant plus essentiel que les malheureux y abondent.

Que les impôts sont exorbitants et mal imposés, que la diminution en serait absolument nécessaire, par l'influence qui en résulterait pour le bien du Tiers état ; que la taille soit uniformément et généralement imposée sur tous les cultivateurs, et que la corvée soit supportée par tous les sujets de Sa Majesté indistinctement, et que tant qu'à la manière d'impositions et de perceptions, les soussignés se reposent sur la sagesse des États généraux.

Que l'abolition des francs-fiefs serait très avantageuse et qu'on pourrait suppléer à cette imposition par une autre quelconque sur les acquisitions futures et telles qu'elles soient.

Qu'il convient pour l'intérêt général de l'État que les places fussent occupées indifféremment par les sujets en qui on connaîtra le plus de mérite dans l'un des trois ordres.

Tels sont nos vœux et délibération, à Saint-Maixent le vingt-quatre février mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Levesque, Denyort, Pasquier.